



## Pétrole. Les grandes banques françaises derrière le projet d'oléoduc combattu par les Sioux

Par [Olivier Petitjean](#)

Mondialisation.ca, 16 novembre 2016

[multinationales.org](http://multinationales.org) 14 novembre 2016

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#)

Thème: [Pétrole](#), [Gaz de schiste](#), [Énergie](#)

Depuis plusieurs mois, les Sioux de la réserve de Standing Rock, dans le Dakota du Sud, s'opposent à un projet d'oléoduc qui menace des sites culturels ancestraux et leurs sources d'eau. Cette infrastructure, qui vise à faciliter l'exploitation du pétrole de schiste de la région, a bénéficié du financement de plusieurs grandes banques internationales, dont BNP Paribas, Crédit agricole, Société générale et Natixis. Celles-ci se trouvent aujourd'hui ciblées par les militants écologistes.

Depuis plusieurs mois, des centaines de Sioux du Dakota du Sud s'opposent à un projet d'oléoduc qui menace à la fois leurs sources d'eau potable et des sites ancestraux. Leur lutte contre le Dakota Access Pipeline a réussi à attirer l'attention du monde entier. Fin octobre, les opposants ont été sévèrement réprimés par les forces de l'ordre, qui ont procédé à plus d'une centaine d'arrestations. Derrière ce projet d'oléoduc, il y a certes les intérêts pétroliers américains, galvanisés par l'élection de Donald Trump à la présidence, mais aussi des intérêts financiers internationaux, dont ceux des grandes banques françaises.

Le Dakota Access Pipeline, d'une longueur de 1800 kilomètres, doit servir à transporter le pétrole de schiste extrait dans le Dakota du Nord vers l'Est et le Sud des États-Unis et, au-delà, vers le reste du monde. Les Sioux de la réserve de Standing Rock s'opposent au passage de cet oléoduc sur leurs terres ancestrales, au bord de la rivière Missouri (lire [le témoignage de Winona LaDuke](#) que nous avons publié à ce sujet). Ils ont obtenu le soutien de nombreuses autres tribus des États-Unis et bien au-delà, ainsi que des militants de la justice climatique. Face à un gouvernement local totalement acquis au projet et à une administration Obama divisée [1], l'une de leurs principales cibles sont les grandes banques internationales qui financent le projet et les entreprises qui le portent.

Plus d'un milliard de dollars des banques françaises

Selon [les chiffres compilés par l'ONG Food and Water Watch](#), les banques françaises sont engagées à plusieurs niveaux dans le projet du Dakota Access Pipeline, pour des sommes dépassant le milliard de dollars. Crédit agricole, Natixis et Société générale figurent parmi les banques qui ont accordé un prêt de 2,5 milliards de dollars spécifiquement dédié au financement de la construction de l'oléoduc.

BNP Paribas, Crédit agricole et Natixis financent en outre les deux firmes qui portent les projets, Energy Transfer Partners et Energy Transfer Equity. Total de l'exposition financière des banques françaises : près de 450 millions de dollars pour BNP Paribas, près de 350

millions pour le Crédit agricole, 180 millions pour Natixis et 120 millions pour la Société générale.

 Cliquez sur l'image pour l'agrandir

Une coalition d'organisations écologistes comme Greenpeace ou les Amis de la terre a adressé une [lettre officielle](#) à l'association des « Principes de l'Équateur » - un groupement de banques vantant leur responsabilité sociale et environnementale - pour s'étonner que leurs membres soient engagés dans un projet aussi problématique pour l'environnement et pour les droits des indigènes, en contradiction totale avec leurs engagements. Toutes les grandes banques françaises adhèrent officiellement aux Principes de l'Équateur. Seules deux des principales banques impliquées dans le projet, Citigroup et la norvégienne DNB, ont officiellement réagi à ces critiques, la première en assurant qu'elle incitait Energy Transfer Partners à dialoguer avec les Sioux, la seconde en annonçant qu'elle allait reconsidérer ses financements [2].

Les banques sont aujourd'hui sous pression des ONG environnementalistes qui mènent campagne pour les inciter à se désinvestir du charbon, la plus polluante des sources d'énergie fossiles. À l'occasion de la 22e Conférence climat à Marrakech, Crédit agricole, Société générale et BNP Paribas ont à nouveau fait des annonces sur leur retrait du charbon et leurs engagements pour le climat. Ce mouvement ne concerne pas du tout le pétrole et le gaz, même lorsqu'il s'agit de projets particulièrement problématiques ou polluants.

« Nous avons souffert sous tous les présidents américains »

L'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis n'est pas des plus réjouissantes pour les Sioux de Standing Rock et les autres opposants à l'oléoduc. Le nouveau président a en effet des liens financiers étroits avec Energy Transfer Partners et Phillips 66, deux compagnies derrière le projet, qui l'ont soutenu dans sa campagne. Et son nouveau Secrétaire à l'Énergie pourrait bien être Harold Hamm, le patron de la firme pétrolière Continental Resources, très implantée dans le gisement de pétrole de schiste de Bakken et donc hautement intéressé à son exportation. Les revendications des Sioux risquent de ne plus être entendues du tout à Washington.

*« Je sais qu'il y en a qui sont inquiets à cause du nouveau président, a [réagi](#) l'une des militantes de Standing Rock, mais je vous rappelle que nous avons souffert sous tous les présidents américains depuis l'établissement même de l'Amérique... Nous devons continuer à résister et à défendre notre droit à la vie. »*

Dans de telles conditions, la pression sur les banques n'en devient que plus nécessaire.

Olivier Petitjean

—

Photo : Joe Brusky CC

[1] Les agences fédérales ayant déjà accordé les autorisations nécessaires, l'administration Obama avait demandé aux promoteurs de suspendre le projet le temps de reconsidérer leur

décision et d'étudier des routes alternatives.

[2] Voir le dossier sur le Dakota Access Pipeline de [l'ONG spécialisée BankTrack](#).

La source originale de cet article est [multinationales.org](#)  
Copyright © [Olivier Petitjean](#), [multinationales.org](#), 2016

---

Articles Par : [Olivier Petitjean](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)